

Gatineau, le 24 novembre 2016

Monsieur Philippe Couillard
Premier ministre du Québec
Cabinet du Premier ministre
Édifice Honoré-Mercier
835, boulevard René-Lévesque Est
3e étage
Québec (Québec) G1A 1B4

Par télécopieur : 418 643-3924

Objet : demande d'une commission d'enquête chargée de mener une enquête systémique sur les pratiques policières à l'égard des Autochtones

Monsieur le Premier ministre,

Au terme du processus d'enquête criminelle sur des allégations visant des policiers de la SQ à l'encontre de femmes autochtones de Val d'Or, seules deux accusations ont été portées, aucune ne concerne le dossier de Val d'Or. Or, l'Observatrice indépendante, Fannie Lafontaine, et les procureur-e-s du Directeur des poursuites criminelles et pénales ont tenu à préciser que la décision de ne pas poursuivre ne signifie pas que les événements allégués ne se sont pas produits.

L'Assemblée des groupes de femmes d'interventions régionales s'inquiète vivement de l'impact de ces résultats sur le renforcement du sentiment d'impunité policière, en particulier en ce qui concerne les pratiques relevant du racisme systémique à l'égard des Autochtones et particulièrement des femmes.

Pour contrer cet impact, nous portons à votre attention qu'un processus d'enquête criminelle ne saurait suffire à disposer des allégations portées par les Autochtones et que la solution serait de répondre aux demandes répétées de Femmes autochtones du Québec et de l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador de créer une commission d'enquête chargée de mener une enquête systémique sur les pratiques policières à l'égard des Autochtones.

En espérant que cette proposition appuyée par le Conseil du Statut de la Femme et bien d'autres soit entendue.

Veuillez agréer, monsieur le Premier ministre, l'expression de notre profond respect.

Hamida Melouane,



Coordonnatrice.

C.c Centre d'amitié autochtone de Val d'Or, télécopieur : (819) 825-7515

Femmes autochtones du Québec, par courriel : info@faq-qnw.org

Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador, télécopieur : (418) 842-2660

Ligue des droits et libertés, télécopieur : (514) 849-6717